

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Le cadavre quotidien

Nous sommes depuis longtemps habitués à voir s'étaler en première page des grands journaux les malles sanglantes, les cœurs percés, homicide et autres marteaux encore souillés de débris humains.

L'autre jour, la vertueuse « Humanité » a même reproduit une main de femme avec cette légende (je cite de mémoire) : Cette main a décapé un homme en petits morceaux.

Mais cela n'est encore rien. Un hebdomadaire très sérieux — c'est-à-dire hautement bénéfique — a trouvé mieux : il a reproduit les petits morceaux ! J'exagère sans doute, mais

LA PRIME de 3.000 fr.

(Suite de la première page)

n'avons-nous pas tenu compte du chômage qui frappe presque toutes les industries et qui placera les délégués ouvriers dans une situation difficile.

Ainsi apparaît en pleine lumière l'hypocrisie non seulement du gouvernement mais aussi de sa majorité. Mais cette volonté mal dissimulée de maintenir des priviléges exorbitants contre vents et marées et à la faveur d'un climat social amorphe se révèle absurde, inique autant que prompte à aggraver la conjoncture. La hausse des transports si rapidement votée, l'augmentation des impôts vont avoir des répercussions immédiates et en fin de compte restreindre encore le pouvoir d'achat des masses, clé de voûte de l'économie tout entière.

Mais il s'agit aujourd'hui, d'abord, de faire échec aux travailleurs, d'accélérer leur retraite, de les bousculer et de rétablir les notions de patronat tout-puissant et de droit divin. Il s'agit aussi pour le grand patronat et pour l'Etat d'ouvrir des marchés extérieurs où la concurrence ne peut être victorieuse que si elle a pour base les bas salaires.

Sous le couvert des conventions collectives, cette nouvelle duperie, le gouvernement suivi de sa majorité où se retrouvent les « socialistes » glisse de plus en plus rapidement vers une nouvelle forme de la réaction. Les répressions dirigées contre les grèves à caractère antimilitariste — transport de matériel de guerre pour l'Indochine, par exemple — l'abandon virtuel du blocage des salaires instauré pour éviter leur hausse au moment où le chômage et la division ouvrière ne peuvent qu'en favoriser l'étiage illustrent parfaitement une volonté de régression sociale que toutes les promesses hypocrites des Bidault et Cie ne peuvent plus masquer.

AMIS DU « LIBERTAIRE »

Achetez le calendrier édité par S.I.A. (Texte espagnol ou texte français) au profit de toutes les victimes du fascisme, de la répression bourgeoise.

80 fr. francs

C.C.P. R. Poulin 5561-76 Paris

FEDERATION

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

LILLE. — Le groupe de Lille ouvre une souscription en faveur du camarade Roger Pellecet. Ce camarade, tuberculeux, et de surcroît sans famille a été expulsé d'hôpital où il était en traitement, nous fait son appel à tous les camarades.

Envoyez les fonds à Laurey Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, Fives-Lille C.C.P. Lille 1650-66.

Service de librairie chez Laurey Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2^{re} REGION

PARIS XV : Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^{re} jeudi de chaque mois, salle du P.S., 31, rue du Général-Bertrand (métro : Vaugirard).

PARIS-18. — GROUPE LOUISE MICHEL. — Réunion tous les mardis, jeudi 2^{re} février, à 20 h. 45. Adresse habituelle. Présence indispensable.

PARIS-19 (Groupe Bernier). — Le groupe, en début d'année, fait appel aux sympathisants. Réunions le mardi. Pour s'inscrire, s'adresser au siège, 145, quai de Valmy, qui transmettra.

BOUGIVAL ET ENVIRONS. — Tous les militants sont priés de communiquer leurs propositions pour l'ordre du jour du prochain Congrès National au secrétariat du groupe Librairie, Cartes et Timbres 1950, à

Conférences - Débats

2^{re} REGION

PARIS-18, GROUPE LOUISE-MICHEL. — Jeudi 9 février 1950, à 20 h. 45, 20 rue Léon (sous-sol de l'Olympic) métro Château-Rouge, Barbes ou Marceau-Poissonniers, sujet : Le Rail dans la Révolution sociale. Orateur : Fernand Robert, cheminot. (Les camarades cheminots sont partiellement invités.)

COLOMBES. — Le samedi 11 janvier, au café « Le Mistral », 2, rue Paul-Bert : Les anarchistes devant le Cartel de l'Unité syndicale, par le camarade Gatay.

PARIS, Ville Lumière...

(Suite de la première page)

au numéro 55, arrêtons-nous. Un porche, à gauche, une épicerie. À droite, un bistrot. En face, un bistrot. À 40 mètres, un bistrot. Au coin, un bistrot. Extraordinaire ce que je n'ai compris que pour ce qui est du numéro 55 : sont visibles Passons et entras, Pouilles, comme de juste. Odeur indéfinissable, dominée cependant par des pipis de chat. Obscurité, bien entendu. Escalier à gauche, premier étage, au fond du couloir. Entrons.

M. et Mme Sampit, jeune ménage. Leur bébé, une amie recueille et son garçonnet de treize ans. Cinq personnes. Une pièce de 16 mètres carrés (surface corrigée), «oyer scientifique» : 6.000 francs. Une cuisine-placard. Une fenêtre, une imprenable sur un mur (comme chez moi), avec cette différence que ce mur est beaucoup plus près. Lumière oblique, au mois d'août à midi. Paris Ville lumière ! En bas, un toit en pâture pour pomper un peu l'humidité. Voilà : depuis ce matin.

Les journaux sont déjà pourris. Les murs sont lépreux, envahis de larges taches noires. Le plafond, très bas, écaillé ; autour du poêle, du linge mouillé. Le père est plombier, dans la même boîte depuis vingt ans. (Encore 10 ans, et on lui donnera la médaille du Travail.) La mère, à temps perdu, s'occupe de confection. Elle pousse sa machine à coudre tout près de la fenêtre, car j'ai oublié de vous dire qu'il fait très sombre, aussi bien dans la «salle-à-manger-cuisine» — où les meubles sont moisis — que dans la chambre à coucher.

A deux pas, au numéro 9 de la rue du Morvan : vaste cour, où naguère se trouvaient des écuries. Mais nous sommes au siècle du radar et de la télévision. Les écuries ont été aménagées en «appartements». La famille Menoud habite là, une pièce : 18 m², loyer 6.000 francs. Trois enfants, le quatrième en route. Eau et w.c. dans la cour, à la disposition de 20 locataires. Lumière toute l'année et, comme partout, humidité tenace. M. Menoud est pâtissier et confectionne des petits-four pour les fêtes de Pâques... Ici aussi la lessive est un perpétuel souci. Ici aussi les sèches sont pâles, maladives...

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis, régulièrement percés de trous rectangulaires, bistrots noirs, palissades aux affiches décolorées, cours où s'empilent des caisses, des débris des poubelles. Deux femmes passent. Au vol, je sais :

— Y a trop d'étrangers en France...

— Et les Juifs, alors...

Elles disparaissent dans un couloir étroit, noir, où débouche on ne sait où.

Désormais, en en allant du 1^{re}, voyons le 3^{re}, Rue Notre-Dame-de-Nazareth, au numéro 30. Quartier étatique. Nous sommes chez la famille Bouvier. Cinq personnes. Deux pièces, une seule fenêtre, un étroit carrefour donnant sur un puits perpétuellement envahi par la fumée des cheminées avoisinantes. Lits, cages, comme ailleurs, déballés chaque soir, repliés chaque matin. Il est impossible d'êter. La lumière est obligatoire toute l'année. Tous le monde souffre de migraine incurable. C'est l'asphyxie obligatoire. Monsieur Claudio Petit, si vous veniez un peu ici avec votre règle à calcul ?, Mais je suis injuste : le ministre de la Santé publique délègue l'assistance sociale, et ici, comme dans mon quartier, elle insiste sur le fait qu'il y a pire. Il y a les clochards, en effet. Et puis, il faut bien le dire : tous ces gens n'ont que des loyers dérisoires : 6.000, 8.000, 10.000 et, par conséquent, n'ont pas droit à l'allocation-logement

Partons. La rue m'accueille, infâme, avec ses bâties sans âge, cette crasse qui flétrit toutes les camelots : clapiers qui dégénèrent humain, murs en torchis

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

Terreur en Espagne

ES autorités phalangistes sont en train de préparer, à Barcelone, un procès contre 27 résistants antifascistes, accusés d'activités contre le régime, la plupart desquels sont des militants libertaires.

Le tribunal chargé de ce procès, sous le nom de « chargé de la répression du terrorisme », est celui qui se trouve à la Caja de Recluta n° 37, sis à la Rambla de Sta Monica n° 37. Le juge instructeur, le nommé Luis Pumarola Alaz, colonel d'infanterie, est connu par son activité depuis plus de 7 ans et responsable de nombreuses exécutions dans la région catalane.

Dans ce procès sont inclus : Jorge Pons, Pedro Adrover, Domingo Ibars Junior, José Pérez Pedrero, Eusebio

Montes Boscos, Manuel Guerrero, José Corral, Miguel García García, Miguel Rodríguez, Manuel Fornells, José ou Juan Pinol de Manresa, Ramon Loscos Vinas, Agustín Fora, Camilo Castells, Juan Mut, Emilio Bravo, José Freixas, Gumbau, un coiffeur de Manresa nommé López, Pura Vilanueva, Antonia Sabat et Justin González.

Ont été arrêtés et inclus dans le même procès plusieurs docteurs parmi lesquels : Mariano Torralba Gomez, Castells et le renommé et bien connu chirurgien Joaquín Trias Pujol, accusés d'avoir assisté des résistants blessés par les forces fascistes et de ne pas les avoir dénoncés.

Le nommé Ramon Loscos Vinas fut arrêté le 3 novembre avec sa femme et un jeune neveu âgé de 9 ans, lequel resta plusieurs jours enfermé dans les cachots du commissariat de police de Barcelone et fut interrogé par Eduardo Quintela Boveda lui-même, chef de la Brigade politico-sociale.

Comme d'habitude, les accusations les plus absurdes sont accumulées sur les détenus.

NOUVELLES CONDAMNATIONS A MORT A BARCELONE

En plus de José Lopez Penedo, ont été condamnés à mort à Barcelone : Manuel Sabat Llopis, Saturnino Culebras et Juan Busquets, tous trois militants libertaires de la résistance. Ils sont actuellement à la Model de Barcelone.

Le régime franquiste a employé, avec le cas de notre camarade José Sancho García, un nouveau procédé consistant à exécuter les sentences dans les 72 heures, afin d'éviter les interventions étrangères et présenter les faits accomplis.

PREUVES DE LA TERREUR A LAQUELLE EST SOUMIS LE PEUPLE ESPAGNOLE

Le 21 octobre, à 19 heures, la police franquiste assassina impunément deux citadins dans la rue Vila y Vila, au coin de la rue Ronrodona. Les policiers déchargèrent leurs armes jusqu'à ce que les promeneurs tombèrent gravement blessés et leur donnèrent ensuite le coup de grâce. Les deux personnes assassinées n'étaient pas armées. La police dépendait que personne s'approchait des cadavres, en attendant l'arrivée de l'ambulance qui emporta les deux corps. La presse a passé ce fait sous silence.

Le 24 décembre fut arrêté à Concellana, province d'Alicante, l'ancien et

actif militant libertaire Ramon Jorda, qui était très apprécié par toute la population ouvrière de Concellana et Alcoy, où il était très connu.

La mère de ce camarade, âgée de 70 ans et qui, comme son fils, était très bien considérée dans cette région, doucement impressionnée par les mauvais traitements et tortures auxquels était et continue d'être — soumis son fils, mourut au troisième jour de l'arrestation de celui-ci.

Un voisin de Concellana qui, pendant quelque temps, caché chez lui le camarade Jorda, fut convoqué par la Garde Civile. Connaissant les moyens employés par les bourreaux de Franco, il préféra mettre fin à ses jours en se jetant sous un train, qui le déchiqueta affreusement.

Ces détails montrent avec éloquence l'atmosphère de terreur qui se respire en Espagne et l'esprit de la résistance espagnole.

Le camarade Ramon Jorda est suspecté d'être condamné au cours d'un procès très sommaire.

La plupart des accusés du procès de Barcelone ont été défendus par des avocats nommés d'office.

Secrétariat d'Information de la C.N.T. d'Espagne en exil.

TOULOUSE, le 27 janvier 1950.

NOTE. — A l'instant nous recevons la nouvelle que le docteur Joaquin Trias Pujol a été mis en liberté provisoire le 18 janvier ; il est possible que son cas soit disjoint du procès général.

Congrès anarchiste international

Position vis-à-vis de la guerre

Dès avant la déclaration de la 2^e guerre mondiale, nos groupes et nos fédérations les plus actifs furent victimes de telles persécutions (emprisonnements, camps de concentration, etc.), que les anarchistes furent dans l'impossibilité, lors de la déclaration de guerre, d'entreprendre une action concertée de grande envergure.

Cherchant à éviter la prison ou la mort, ou cherchant à prévenir la chute des pouvoirs oppresseurs, plusieurs anarchistes furent conduits à participer de façon active ou passive à la guerre. Quelques-uns continuèrent même, après le conflit, à soutenir les démocraties sous prétexte que la tâche primordiale était la reconstruction de la société.

Le Congrès Anarchiste International, tout en préconisant la résistance humaine et multiple contre la guerre sous toutes ses formes, pour créer des possibilités plus fructueuses dans l'avenir, attire l'attention des militants et des organisations anarchistes sur l'intérêt qu'il y aurait, dès le temps de paix, à étudier le problème de la non-participation à la guerre, et à prendre, tant à l'échelle de l'individu qu'à celle du groupe, des dispositions concrètes en vue d'une telle éventualité.

Parmi les mesures de lutte contre la guerre qui méritent l'attention des anarchistes, on peut citer la grève générale, le sabotage, l'insoumission, certaines formes de l'objection de conscience, etc.

Les anarchistes doivent éviter toute confusion et se déclarer contre toute guerre, même si elle prétend être une lutte démocratique contre le totalitarisme. Ce qui ne les empêche pas, dans le cas d'un conflit, de continuer leur lutte autonome, sans compromis, par des méthodes libertaires contre toute forme d'oppression.

*

Position vis-à-vis de l'O.N.U., des mouvements des Etats-Unis d'Europe, Fédération Européenne, etc...

Les anarchistes dénoncent le mythe d'une paix universelle qui reposera sur une prétendue union entre les Etats.



INTERNATIONALE ANARCHISTE

Moyens et méthodes pour développer dans le monde nos conceptions fédéralistes et autonomes

Il est fondamental pour nous autres, anarchistes, de porter notre lutte pour la liberté et la justice dans tous les domaines où nous pouvons arracher une possibilité d'action aux puissances autoritaires, et cela nous le faisons en diffusant autour de nous notre volonté permanente de lutte et de fraternité qui ouvre le chemin à la révolution sociale.

Les moyens que nous employons pour développer nos conceptions fédéralistes sont multiples, toutefois c'est la lutte sociale qui nous permet au maximum de réveiller les consciences actives qui luttent pour la liberté.

Convaincus qu'il n'est pas possible de réaliser par les voies du réformisme les types nouveaux de la société libertaire de demain dans le cadre de la vieille société, nous nous efforçons de marcher avec le peuple vers la révolution sociale et pour cela nous nous attaçons de front aux problèmes aigus nés de l'exploitation et de la domination, luttant dans le peuple et avec le peuple afin d'intensifier et de polariser ses tentatives de libération. Nous l'invitons au combat contre toutes les formes d'oppression et nous l'accompagnons résolument dans ce combat. Là est l'essentiel, le reste, l'éducation libre par l'école, les coopératives, les communautés, etc., sont des activités complémentaires qui, moyennant la présence anarchiste, peuvent renforcer notre rayonnement, mais elles ne sont pas, elles ne peuvent pas être l'essentiel de notre action fondamentale étant donné que les possibilités de ces moyens de propagande sont étroitement limitées et contrôlées par des autorités toujours vigilantes.

La révolte des paysans en Italie

DEPUIS les premières prises de possession des terres par les paysans en Sicile et en Italie du Sud, en 1946, le mouvement expropriateur n'a cessé de croître et s'est étendu maintenant jusqu'à la Vallée du Po dans le Nord. Régulièrement depuis la fin de la guerre Punique en 264 — 146 avant J.-C. — les paysans ont envahi les terres après chaque guerre et l'agitation actuelle n'est que le point culminant d'une série de mouvements sporadiques de prise de possession des terres qui sont apparus depuis la dernière guerre.

Commencé en 1945, sur une petite échelle, le mouvement ne rencontrera de résistance chez les propriétaires qu'en 1948, grâce à la complicité d'un gouvernement s'appuyant sur la victoire des Démodates-Chrétiens. Et les expulsions commencèrent. Il faut remarquer que ces expulsions furent appliquées aux terres qu'un décret gouvernemental attribuait aux paysans (mais que les paysans, en fait, étaient appropriés eux-mêmes). Les expulsions auraient pu continuer, mais ils provoquèrent un courant d'agitation grandissante parmi les terriens.

Un journaliste du « New Statesman », décrit ainsi les événements de Messine, où la police assaillit 13 paysans devant être expulsés et fit usage de ses armes. Il y eut trois victimes : « Un groupe de paysans travaillaient la terre à Fragala un dimanche après-midi, quand ils aperçurent au loin la police qui approchait. Ils étaient environ 150 hommes et femmes, quelques-unes d'entre elles portant leurs bébés et leurs plus jeunes enfants. Ils me dirent qu'ils ne craignaient pas la police, parce qu'ils pensaient que n'importe quel débat devait être content de voir cette terre, stérile depuis plus de dix ans, rafraîchir et régénérer sous l'action de la charrue. La police venant à eux, leur cria : « Déposez les armes ! » Comme ils n'avaient aucune arme, ils restèrent en place. Très tard, cette nuit-là, ils ramassèrent leurs morts et leurs blessés. »

Un journaliste fit une enquête approfondie et déclara : « Les terres, gérées par le régime, sont solides, car il jout de l'appui de beaucoup de ceux qui, tout en préférant peut-être une autre forme de gouvernement ou un autre chef d'Etat, craignent les désordres d'une guerre civile qui suivraient un renversement de régime. »

La « Chase National Bank » est prête à consentir un nouveau prêt de 20 millions de dollars à Franco. Voici les déclarations du secrétaire d'Etat M. Dean Acheson à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain : « 1. On ne voit aucune possibilité d'un autre gouvernement que le gouvernement actuel. 2. La position intérieure du présent régime est solide, car il jout de l'appui de beaucoup de ceux qui, tout en préférant peut-être une autre forme de gouvernement ou un autre chef d'Etat, craignent les désordres d'une guerre civile qui suivraient un renversement de régime. »

3. L'Espagne fait partie de l'Europe occidentale, et elle ne devrait pas être privée en permanence de relations normales avec elle. »

Autre argument des capitalistes américains : « Nous faisons bien du commerce avec les pays à dictature bolchevique alors pourquoi ne pas en faire avec la dictature franquiste ? D'autant que l'U.R.S.S. ne s'en prive pas, elle.

Durant la dernière semaine de novembre, Caltigirone, au Sud-Est de la Sicile, devint le théâtre d'importantes prises de possession des

communautés populaires et tant les autorités que la presse ont voulu attribuer le soulèvement des paysans à leur agitation. Ainsi que pour d'autres mouvements populaires comme celui des squatters en Angleterre, ils ont fourni aux autorités les justifications leurs permettant de prendre des contre-mesures qui n'avaient pas été possibles autrement. Dans leurs mouvements, les paysans ne sont pas, ainsi que voudraient le faire croire les autorités à Rome, « conduits par la faim et le désespoir qui les mènent rudement et parce que la seule perspective qui s'offre à eux est la mort lente. Ainsi que le fait remarquer un quotidien italien de droite : « Il est faux de croire que tous ces gens sont des communautés ; ils sentent qu'ils ont atteint la limite de la résistance. »

Extrait de « Freedom », du 24 décembre 1949, traduit par MORVAN.

Prés de Catane, les paysans jouent à cache-cache avec la police, se cachant lorsque celle-ci apparaît, reprenant possession des terres quand elle avait disparu. A Rome, le 6 décembre, les paysans, aux alentours de cette ville, s'emparèrent des terres et l'ensemble aussitôt. L'un d'eux déclara à un correspondant de presse : « Pour moi, il n'est pas question de politique. C'est une question plus simple que cela, il s'agit d'avoir de quoi se remplir le ventre ». Un autre paysan, exprima les sentiments de tous ses semblables : « J'ai semé mon grain et j'ai bien l'intention d'en moissonner la récolte. Si la police veut me tirer de là, elle m'en tirera mort. »

A Ceiveteri, où domine le prince Ruspoli, tous les tracteurs ont été amenés pour labourer les terres, de façon à éviter d'autres occupations. Le « News Chronicle » nous apprend que les propriétaires, commencent à cultiver de plus grandes surfaces pour essayer d'entrer dans ces vastes mouvements d'occupation. C'est pour eux, le seul moyen de défense. Dénormes sommes (qu'ils juraient ne pas posséder) ont été dépensées par eux pour labourer et enserrer des terres demeurées en friche.

La police patrouille dans la campagne pour prévenir les émeutes et le reporter du « Daily Telegraph », est scandalisé du fait que les propriétaires des plus grandes familles italiennes aient été évincés !

Laterza, 3.000 paysans occupent 7 fermes puis quittent les lieux après avoir clamé leurs désirs. Ils portent des panneaux avec ces inscriptions : « Nous avons combattu et la terre doit nous appartenir ».

Près de Bari, la police a tiré sur une foule de plusieurs milliers d'ouvriers de ferme dont 8 furent blessés.

La plus grande zone d'agitation se situe à 20 ou 30 km. autour de la capitale où une partie des terres occupées appartiennent aux grands domaines de l'aristocratie romaine, parmi celle-ci les familles Torlonia et Ruspoli.

Les communistes ont joué leur rôle habituel en essayant de prendre leur part dans les mécontentements.

TUNISIE

Le 5 janvier des forces de gendarmerie encerclent le domaine de Bordj Sédria où les ouvriers en grève avaient organisé des piquets de grève.

Les parlementaires des travailleurs furent reçus à coups de fusil : 1 mort, 8 blessés.

La Gérante : P. LAVIN.

AFRIQUE NOIRE

COTE D'IVOIRE. — 40 personnes détenues arbitrairement depuis plusieurs mois.

HAUTE-VOLTA. — Plus de trois cents détenus politiques enfermés au bagne de Bobo-Dioulasso.

DÉFENSE DE L'HOMME

Vendredi 17 février

Palais de la Mutualité

Grande Salle, à 20 h. 30

Grand meeting pour L'OBJECTION DE CONSCIENCE

avec différents orateurs des mouvements pacifistes dont

A. LAPEYRE et FONTAINE de la F. A.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris.

L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. ; Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.) ; Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.) ; Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.) ; Fredon : La malfaise du célibat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.) — Louis Hobey : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.) — Louis Héritier : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.) — Lucien Lefèvre : La Vie de Jésus, 60 fr. (75 fr.)

Prise d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de colis doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.F.P. 5561-76.

SERVICE DE LIBRAIRIE

V. Vergnaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.) — L. Fraterreto : Les Progrès du Cléricalisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sotises et Errées du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.) — Deur Zeiten : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.) — E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 20 fr. (30 fr.) — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.) — P. Langevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.) — Moutier-Roussel : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.) — A. Ficet : La question juive, 20 fr. (30 fr.) — Léonide : L'irreligion de la Science, 165 fr. (196 fr.) — Abbé Rasiibus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.) — D. Diderot : La Religieuse, 150 fr. (180 fr.) — J. Cottereau : Le Complot clérical, 40 fr. (50 fr.) ; L'Eglise a-t-elle collaboré ? 40 fr. (50 fr.) — L'Eglise et Pétain, 120 fr. (150 fr.) — La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.) — S. Faure : Les Douze Preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr. (25 fr.) — La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.) — Le Dieu que je n'ai pas combatis, 4 fr. (9 fr.) — L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.) — Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.) — L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.) — La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.) — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 12 fr. (17 fr.) — Ils vendent Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.) — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.) — Les La

